

Conseil départemental. Premier débat d'orientations budgétaires préparé par les élus LR-UDI.

La majorité fixe son cap au bateau bleu

« Il n'y a pas eu que des cris de joie et des sourires », reconnaît Didier Réault (LR), vice-président du conseil départemental, en préambule de son rapport d'orientations budgétaires. La réduction de 35 millions d'euros des dotations de l'État a accéléré en effet les choix de la majorité de droite qui prépare son premier budget. Malgré le coup de rabot, les dépenses de fonctionnement devraient dépasser les 2 milliards d'euros au total et intégrer les annonces faites hier à l'issue des états généraux de Provence avec comme mesure phare 300 millions d'euros pour les transports sur la mandature (lire *La Marseillaise* du 29 janvier).

« L'évolution des dépenses sociales va continuer au regard de la situation nationale », lance Didier Réault, déclenchant des manifestations de mauvaise humeur d'Henri Jibrayel (PS). « L'emploi reflète l'incohérence complète de ce gouvernement », insiste-t-il néanmoins avant que Martine Vassal, présidente LR du conseil départemental, ne coupe court en lui glissant « ne le branchez pas », assez fort pour qu'on l'entende depuis la tribune. Au rang des principes retenus par la majorité pour dessiner ses orientations budgétaires : pas d'augmentation d'impôts sur les ménages et les entreprises, réduction des dépenses de moyens généraux de fonctionnement, réduction des dépenses liées aux politiques

volontaristes (-16% soit 12 millions d'euros en moins), réévaluation des politiques d'investissements même si Didier Réault annonce un volume global important de 530 millions d'euros.

Gérard Frau (PCF) dénonce l'austérité imposée par l'État mais aussi les décisions prises par la nouvelle majorité départementale : « Suppression de l'opération Ordina 13, de la prime de Noël et la réduction des conditions de la gratuité des transports pour les allocataires du RSA », qu'il voit comme les « marqueurs de l'action sociale » entreprise par Martine Vassal et attend de connaître le budget détaillé qui sera présenté fin mars.

« Étuis à baguette et sets de table »

René Raimondi (PS, groupe socialiste et républicain) rappelle la suppression de la taxe professionnelle par Nicolas Sarkozy, s'étonne que le rapport budgétaire ne mentionne pas la hausse de recettes prévue avec « la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises » et s'amuse de la communication de la collectivité « jusque sur les étuis à baguette et les sets de table des restaurants ».

Après lui, Michèle Rubirola (EE-LV, groupe socialiste et écologiste) réitère les critiques de l'opposition en dénonçant « des orientations de fer dans un rapport de velours ». « Le message est bien compris : malheur aux

pauvres », lance-t-elle, provoquant une clameur de réprobation sur les bancs de la droite.

Lisette Narducci (PRG, groupe des élus indépendants), essentiellement interrogative, attend le budget pour se prononcer mais met en garde contre « la diminution des politiques facultatives, éminemment essentielles car le mouvement associatif c'est aussi des emplois et le maintien du lien social ».

Pour la majorité, Gérard Gazay (LR) insiste : « Quel département s'est engagé à ce niveau d'investissement pour les transports ? 1 000 bénéficiaires du RSA ont déjà retrouvé le chemin de l'emploi. » Quant à Lionel Royer-Perreaut (LR), il disserte sur l'engagement social de la droite et « les ghettos de pauvreté créés à des fins électorales » par la gauche.

Martine Vassal rebondit en évoquant ses états généraux de Provence « tiens, la démocratie participative, ça non plus ça n'est pas réservée à la gauche ». Elle repousse les critiques sur les dépenses de communication en assurant qu'elles seront en baisse de 25% en 2016 et promet de « changer ensemble l'histoire de la Provence ». Le diagnostic des états généraux pointaient à juste titre les inégalités qui minent le territoire. Pas sûr pourtant que sur ce terrain-là droite et gauche portent les mêmes ambitions.

LÉO PURQUETTE

À savoir



083

Gérard Frau (PCF) :
« La communication de la collectivité doit d'abord se faire sur les droits quand les non-perçus du RSA représentent vingt fois plus que les trop perçus. » PHOTO DR

530

millions d'euros d'investissements hors dette sont prévus pour l'exercice 2016. Les dépenses de fonctionnement devraient dépasser les 2 milliards d'euros mais seront amputées de 35 millions d'euros correspondants à la baisse des dotations de l'État. Les politiques volontaristes baissent ainsi de 16%.